

ACTION URGENTE

CHINE. UNE CINQUIÈME JOURNALISTE COUVRANT LE G20 LIBÉRÉE, UNE AUTRE TOUJOURS DÉTENUE

L'une des journalistes citoyennes arrêtées pour avoir couvert les manifestations organisées à l'approche du sommet du G20 a été libérée le 27 octobre, ce que certaines sources attribuent à la pression internationale, notamment à l'action d'Amnesty International. En revanche, Qin Chao, la dernière des six journalistes citoyennes de 64 Tianwang, un site Internet basé au Sichuan, est toujours détenue.

Qin Chao, qui vit à Wugang (province du Henan), est détenue depuis plus de neuf semaines. Privée d'avocat, elle risque de subir des actes de torture et d'autres formes de mauvais traitements. Elle prévoyait de couvrir le sommet du G20, les 4 et 5 septembre 2016 à Hangzhou (province du Zhejiang), mais elle a été placée en détention administrative le 30 août. Elle a été maintenue en détention administrative pendant 10 jours avant d'être officiellement incarcérée au centre de détention du district de Baofeng, à Pingdingshan (province du Henan), pour avoir « cherché à provoquer des conflits et troublé l'ordre public ». Le bureau local de la Sécurité publique n'a informé sa famille de l'endroit où elle se trouvait que le 9 septembre.

Yuan Ying, libérée récemment, avait d'abord été placée en détention administrative le 6 septembre pour 15 jours à l'antenne du bureau de la Sécurité publique de Chengdu dans le district de Wenjiang parce qu'elle avait diffusé des informations sur une manifestation organisée devant la Commission centrale d'inspection disciplinaire du Parti communiste, à Pékin, avant le sommet du G20. À l'issue de cette période, elle a été officiellement incarcérée pour les mêmes motifs que Qin Chao.

Quatre autres journalistes citoyennes du site Internet, Lin Xiurong, Jiang Chengfen, Yang Xiuqiong et He Yazhen, ont aussi été détenues brièvement pour avoir couvert les manifestations liées au sommet du G20.

DANS LES APPELS QUE VOUS FEREZ PARVENIR LE PLUS VITE POSSIBLE AUX DESTINATAIRES MENTIONNÉS CI-APRÈS, en chinois, en anglais ou dans votre propre langue :

- appelez les autorités à libérer immédiatement et sans condition Qin Chao, qui est détenue uniquement pour avoir exercé son droit à la liberté d'expression ;
- demandez-leur de veiller à ce que, pendant sa détention, cette femme puisse avoir des contacts réguliers et sans restriction avec sa famille et les avocats de son choix et à ce qu'elle ne soit pas soumise à des actes de torture ni à d'autres mauvais traitements ;
- priez-les instamment de cesser de harceler et de détenir des journalistes, de simples citoyens ou d'autres personnes qui diffusent des informations sur des manifestations et d'autres sujets sensibles présentant un intérêt pour le public.

ENVOYEZ VOS APPELS AVANT LE 9 DÉCEMBRE 2016 À :

Directeur du centre de détention du district de Baofeng

Li Guofeng
Baofeng County Detention Centre
Youhaocun, Chengguanzhen,
Baofeng Xian, Pingdingshan Shi,
Henan Sheng 467460
Chine

Tél. : +86 375 6576166 (en chinois uniquement)

Formule d'appel : *Dear Director, / Monsieur,*

Ministre de la Sécurité publique

Guo Shengkun
14 Dong Chang'an Jie
Dongcheng Qu, Beijing Shi 100741
Chine

Tél. : +86 10 66262114 (en chinois uniquement)

Courriel : gabzfwz@mps.gov.cn

Formule d'appel : *Dear Minister, / Monsieur le Ministre,*

Copies à :

Premier ministre

Li Keqiang Guojia Zongli
The State Council General Office
2 Fuyoujie, Xichengqu
Beijingshi 100017
Chine

Fax : +86 10 65961109 (via le ministère des Affaires étrangères)

Formule d'appel : *Dear Premier, / Monsieur le Premier ministre,*

Veillez également adresser des copies aux représentants diplomatiques de la Chine dans votre pays Insérez les adresses ci-dessous :

Name, Address 1, Address 2, Address 3, Fax number.

Vérifiez auprès de votre section s'il faut encore intervenir après la date indiquée ci-dessus. Merci. Ceci est la première mise à jour de l'AU 212/16. Pour plus d'informations : <https://www.amnesty.org/fr/documents/asa17/4839/2016/fr/>.

**AMNESTY
INTERNATIONAL**



ACTION URGENTE

CHINE. UNE CINQUIÈME JOURNALISTE COUVRANT LE G20 LIBÉRÉE, UNE AUTRE TOUJOURS DÉTENUE

COMPLÉMENT D'INFORMATION

Les journalistes citoyens jouent un rôle majeur en Chine car ils recueillent des informations sur les atteintes aux droits humains et couvrent des manifestations de « pétitionnaires » et de militants associatifs qui, en raison de la censure, ne sont souvent pas évoquées dans la presse nationale.

Créé en 1998 par un militant du Sichuan, Huang Qi, et sa femme, Zeng Li, 64 Tianwang est l'un des rares sites Internet de Chine continentale qui recueille des informations sur les manifestations de « pétitionnaires » dans ce pays. La majorité des personnes qui contribuent au site étaient « pétitionnaires » avant de devenir journalistes citoyens et de couvrir les manifestations et les arrestations d'autres « pétitionnaires ».

Depuis la création du site Internet, Huang Qi et d'autres personnes travaillant avec 64 Tianwang ont été arrêtés ou harcelés par les autorités chinoises à plusieurs reprises. Huang Qi a été emprisonné deux fois. Il a d'abord été placé en détention en juin 2000, à l'occasion du 11^e anniversaire de la répression de Tiananmen, avant d'être condamné à cinq ans d'emprisonnement en mai 2003 pour « incitation à la subversion du pouvoir de l'État ». Il a été de nouveau détenu puis emprisonné pendant trois ans après avoir dénoncé le scandale de la construction médiocre des bâtiments à la suite du séisme qui a secoué le district de Wenchuan, au Sichuan, en 2008.

D'après 64 Tianwang, il est arrivé plus de 100 fois que leurs journalistes soient interrogés ou placés brièvement en détention depuis que le président Xi Jinping a pris ses fonctions en 2012, et au moins 30 personnes ont été officiellement placées en détention. Huit des journalistes de 64 Tianwang sont actuellement en prison : Wang Jing, Zhang Jixin, Li Min, Sun Enwei, Li Chunhua, Wei Wenyuan, Xiao Jianfang et Yang Dongying.

La Chine a durci les dispositions en matière de sécurité et d'environnement à l'approche du sommet du G20, et ce jusque dans des villes situées à 300 kilomètres de Hangzhou. Tous les habitants de Hangzhou se sont vu accorder une semaine de congé et des tarifs préférentiels pour des lieux touristiques en dehors de Hangzhou, afin de les encourager à quitter la ville. L'accès à certaines zones résidentielles a été interdit aux personnes ne possédant pas les documents d'identité nécessaires pendant le sommet.

Noms : Qin Chao, Lin Xiurong, He Yazhen, Yang Xiuqiong, Jiang Chengfen, Yuan Ying
Femmes

Action complémentaire sur l'AU 212/16, ASA 17/5068/2016, 28 octobre 2016